



N°AC-ODP-CH2024-042

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

PERMIS DE STATIONNEMENT

Rue de la Hautière

Pose de 2 supports d'alimentation électrique pour l'opération immobilière MYRICA

Le Maire de la Ville La Chapelle sur Erdre,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2213-1 à L2213-6,

VU le code pénal, et notamment les articles L131-12, L131-13 et L433-11,

VU le Code de la Route, et notamment l'article R417-10,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 6 Novembre 1992, livre I, huitième partie : "Signalisation temporaire",

Vu la pétition date du 1^{er} juillet 2024 par laquelle l'entreprise **GROUPE CGR** – 6, rue Gustave Eiffel – 35230 NOYAL CHATILLON S/SEICHE (paulo.peixoto@groupe-cgr.fr) pour le compte du promoteur IDEAL GROUP, sollicite d'occuper temporairement le domaine public pour :

- Pose d'une ligne électrique provisoire de chantier, sur 2 supports plots béton

CONSIDÉRANT que pour permettre d'effectuer cette intervention et afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels du chantier, il convient de réglementer la circulation et le stationnement dans cette voie,

ARRÊTE

Article 1 : **Du 12 juillet 2024 au 31 décembre 2025 inclus** , l'entreprise **GROUPE CGR** est autorisée à occuper le domaine public,
Pendant l'exécution des travaux, les conditions permanentes de circulation et de stationnement sont temporairement modifiées dans cette voie.

Surface utilisée : 2 m²

- Limitation de vitesse à 30km/h (B14).
- Rétrécissement de chaussée(AK3) si nécessité.
- La position des supports ne devra en aucun cas occasionner de danger potentiel aux usagers sur le domaine public.
- Les piétons seront déviés et protégés par une signalisation aux normes en vigueur adapté (panneaux de changement de trottoir) lors de la mise en place des plots béton.
- Le cheminement des piétons et la circulation des cyclistes seront maintenus en permanence en conservant une largeur de circulation de 1,40 mètres minimum.

- Article 2 : L'entreprise **GROUPE CGR** est autorisée à occuper le trottoir, dans le cadre de la mise en place d'une alimentation électrique via 2 supports, en vue de la construction immobilière.
Pendant l'exécution des travaux, les conditions permanentes de circulation et de stationnement sont temporairement modifiées dans cette voie.
- Interdiction de stationner à tout usager à proximité d'un support d'alimentation électrique.
 - La hauteur de ligne sera portée à 5 mètres sur le trottoir en parallèle à la voie et à **6** mètres en traversée de route.
 - Sur la base du support il sera mis en place des dispositifs rétro-réfléchissants ou tout autres dispositifs attirant l'attention des usagers.
 - Protection des revêtements de voirie et du mobilier urbain de toutes dégradations éventuelles (candélabres, potelets, panneaux de signalisation.....etc).
 - Maintenir en permanence l'état de propreté de la chaussée.
 - Aucun stationnement ou dépôt ne sera autorisé 50 mètres en amont et en aval du côté de la zone de chantier.
- Article 3 : Pendant toute la durée des travaux, toutes les dispositions nécessaires seront prises pour assurer la sécurité des usagers, notamment des piétons, en interdisant l'accès au chantier aux personnes non habilitées, par la présence de personnels affectés à la sécurité au sol.
L'installation, la maintenance et le retrait de la signalisation temporaire du chantier incombent à l'entreprise **GROUPE CGR**.
- Article 4 : L'entreprise demeurera responsable de tous dommages qui seraient causés aux tiers du fait de la présence de ses installations et de son activité sur le domaine public.
- Article 5 : L'ensemble des installations devra faire l'objet de toutes protections et vérifications utiles à la sécurité des usagers et des biens des tiers et à la préservation du domaine public.
- Article 6 : Cette autorisation est précaire et révoquable à tout moment sur simple décision du service gestionnaire.
En cas de modification, concernant cet arrêté, prévenir en urgence le service gestionnaire.
- Article 7 : La maintenance des équipements et de la propreté aux abords du périmètre de l'occupation est sous la responsabilité de l'occupant.
- Article 8 : L'ensemble des dégradations sur les revêtements, les mobiliers et les équipements publics seront facturés au titulaire de l'autorisation ou au maître d'ouvrage.
- Article 9 : L'administration compétente pourra faire procéder à l'enlèvement des équipements, aux réparations, aux opérations de nettoyage et à toute autre mesure utile aux frais de l'occupant ou du maître d'ouvrage en cas de défaillance de ces derniers.
- Article 10 : La signalisation temporaire liée aux restrictions de stationnement devra être mise en place au moins 24 heures avant le début des travaux par la société exécutant les travaux. Elle devra également mettre en œuvre et entretenir la signalisation de chantier générale de jour comme de nuit, conformément à la réglementation en vigueur et s'il y a lieu aux indications des services de police.
- Article 11 : L'accès aux propriétés riveraines ainsi que la collecte des déchets et services sera maintenu en permanence.
- Article 12 : Le présent arrêté devra être affiché à chaque extrémité du chantier et à la vue de tous.
- Article 13 : Tout manquement aux présentes règles engage la responsabilité de l'entreprise en cas d'accident. Les infractions aux présentes règles seront poursuivies conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Article 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 15 : **Redevance** : l'occupation donnera lieu à la perception par la Ville d'une redevance Conformément au tarif fixé en Conseil Municipal.

Fait à La Chapelle sur Erdre, le 08 juillet 2024

Pour Le Maire empêché et par délégation,
La 1ère Adjointe au Maire,



Katell ANDROMAQUE

Rendu exécutoire

Par publication 09 JUL. 2024